

Ce texte est un essai de camarades étudiants italiens de Rome qui ont publié en 1969 une revue intitulée "Pour l'École du Peuple". Son mérite est double : d'abord ce texte pose la question de la signification sociale et historique de l'irruption d'un mouvement de masse étudiant anticapitaliste sur la scène politique ; par ailleurs, il ébauche une critique des groupes d'extrême gauche dans la mesure où l'échec de Mai 68 est aussi leur échec puisqu'ils n'ont pu offrir au mouvement la "médiation politique" appropriée à la conjoncture et à leurs forces. Publié dans LA QUESTION DES CLASSES MOYENNES SALARIÉES OU SCOLARISÉES par le Centre de Coordination et de recherche du Mouvement étudiant

STRATÉGIE ETUDIANTE ET MÉDIATION POLITIQUE
EN MAI 1968

*... Les origines estudiantines de la révolte de Mai, la façon dont elle fut dirigée, les mots clés et les personnalités de ses leaders, son échec même, sont les éléments qui se combinèrent pour produire une seule et claire image : la révolte était voulue, préparée, amorcée et conduite par ces forces étudiantes et intellectuelles qui se trouvèrent unies, au niveau des masses, par le rêve exprimé dans la phrase "imagination au pouvoir". La défaite de Mai fut avant tout leur défaite. Ce fait demande maintenant une analyse particulièrement minutieuse de ces forces qui, en un sens, formèrent le pôle d'attraction des événements en France. C'est parmi le complexe d'idées et de tendances que l'on trouvera en fait certains des plus importants et nouveaux éléments à tirer des expériences de Mai, ainsi que certaines de ses limites, encore à surpasser, qui en firent un échec ...

... Il n'y a aucun doute que le succès initial du soulèvement des étudiants français, tenant à son support populaire sans précédent, doit être attribué, dans une grande mesure, à la compétence tactique et "militaire" des cadres qui le dirigèrent. Durant toute la période où le crescendo des luttes montait graduellement, les leaders étudiants surent comment utiliser des tactiques provocatrices. Ils connaissaient aussi les faits politiques auxquels ils devaient faire face, et ils se révélèrent d'une dextérité imbattable à diriger les attaques de la police contre leurs "troupes" tout en faisant porter la responsabilité sur leurs adversaires. Comme nous l'avons déjà mentionné, les barricades (qui étaient aussi provocatrices que défensives) avec lesquelles les étudiants parisiens assiégèrent la Sorbonne occupée par les flics dans la nuit du 10 mai, en constituent un exemple particulièrement significatif. Ceci entraîna l'échec des manoeuvres conciliatoires souterraines déjà entamées par le gouvernement de Pompidou, et le força à déclarer la guerre ouverte à outrance pour éviter une capitulation trop manifeste. Ceci conduisit à la farouche bataille nocturne et, en réaction à cette bataille, à la proclamation de la grève générale et à toute l'évolution de la crise sociale...

Néanmoins, c'est la nature purement provocatrice de la politique poursuivie par le jeune personnel politique qui constituait l'avant-garde de la lutte, qui nous permet de saisir une image compréhensible de ce qu'ils voulaient en faisant de Mai une exhibition de forces spontanéistes.

Si le spontanéisme peut être défini comme le point de vue qui ignore le problème de la médiation politique des luttes, et ne se préoccupe que de leur réalisation immédiate (affirmant que le premier de ces deux problèmes trouve sa propre solution dans la "spontanéité créative" des masses qui doit tout d'abord être mise en action sur le champ de bataille) alors il n'y a pas l'ombre d'un doute : le courant "spontanéiste", considéré ici comme à la fois un point de vue politique et une force politique, domina le mouvement étudiant pendant le mois de Mai.

Il est certain que si le processus révolutionnaire est compris exclusivement en termes de "révolution permanente", le seul produit final, qui est à la fois nécessaire et possible, est la suppression de tout système et de toute politique. Il devient difficile de différencier de façon conséquente (heureusement ou non) entre la fin et les moyens, entre le moment de la lutte et le moment de la victoire. Malgré tout cela, les organisations politiques étudiantes qui, par leur architecture idéologique ou par tradition étaient plus rattachées que d'autres à la théorie et à la pratique du parti révolutionnaire, ne furent pas complètement capables de surmonter le problème de la médiation politique.

Ils l'affrontèrent, de toute façon, de la manière la plus contradictoire et incertaine comme le montre la fluctuation des appréciations politiques exprimées... par la JCR...

Si les camarades de la JCR virent (Avant-garde Jeunesse 18 mai) alors la troïka Waldeck, Mollet, Mitterrand comme une solution possible, et si cela présentait des possibilités positives (pour autant que cela aurait rendu possible, premièrement, un glissement plus important de la balance des pouvoirs, et, finalement, un renversement radical de ce pouvoir, menant à l'ouverture d'une nouvelle médiation politique plus révolutionnaire), alors il est inconcevable que ce jugement fut oublié et retourné en l'espace de trois jours (surtout que rien de substantiellement nouveau n'était arrivé dans cet intervalle de temps)...

Le lancement du slogan "contre-pouvoir populaire" (tract du 21 mai) présentait une indéniable valeur tactique. Concrètement, il signifiait : continuer la lutte pour l'occupation des usines et pour le développement des "comités d'action". Mais est-ce que le fait de refuser a priori toute forme de médiation politique temporaire ne revenait pas, en fait, à perdre la possibilité de modifier tout l'axe politique français, puis, le dépassant, de saisir une possibilité qui était apparemment là à qui la prendrait, et qui devait être utilisée? Est-ce que ceci ne révélait pas la faiblesse et le côté hasardeux de l'attitude du groupe trotskyste français ?

D'un autre côté, cette position trouvait un écho encore plus évident et plus frappant dans les colonnes du journal "Action" le même jour (ce bulletin qui était dominé par la JCR était distribué par milliers pendant la crise) : aujourd'hui, écrivait Action le 21 mai, "la question décisive n'est plus : qui sera le Premier Ministre (gaullisme ou non gaullisme) mais à qui appartiennent les usines" (capitalisme ou socialisme). Une fois le problème posé en ces termes, il n'est pas difficile de noter qu'on en laisse de côté une dimension essentielle. Certainement, le résultat d'une révolution socialiste est matérialisé par un changement dans les structures des relations économiques et, par là, de la propriété des moyens de production. Il est clair aussi, de toute façon, qu'un tel changement politique est juridique et ne peut être assuré d'être irréversible à moins d'avoir des garanties politiques précises. Ainsi, il est toujours hasardeux et de plus simpliste, d'éviter la question de savoir qui tient le pouvoir... pendant la lutte et de laisser de côté le problème du médiateur politique central. Parce que, à longue échéance, cela revient inévitablement à permettre aux forces réactionnaires, unies et armées par les instruments de l'État, de liquider un par un les centres de contre-pouvoir qui se sont élevés des masses en lutte (parce que ces centres sont individuellement trop faibles et trop divisés et désorganisés pris dans leur ensemble pour être capables de se défendre et de lancer une contre-attaque unifiée).

Les camarades trotskystes et leurs alliés, de toutes façons semblèrent en être totalement ignorants. La JCR continua, même pendant une bonne partie du mois de Juin, quand la défaite semblait toute proche, à réitérer le slogan "en avant pour un mouvement national des Comités d'Action", comme si rien n'était arrivé entre temps.

Après la dissolution de l'autorité des groupuscules le 19 juin, ils continuèrent candidement à admettre que "jamais, à aucun stade nous n'avons cru conduire une révolution. D'un autre côté, ce que nous proclamons avoir fait, c'est avoir activement vécu une expérience révolutionnaire avec une large partie de la population" (Action n° 13). Finalement, pendant les derniers jours du mois, une tentative initiale d'auto-critique fut formulée. "Action" déclare : "une leçon du mois de mai, c'est qu'il ne suffit pas de mobiliser la majorité des travailleurs, le mouvement doit aussi définir ses perspectives politiques, s'il ne veut pas se trouver bloqué". Ainsi, quand il était finalement trop tard, l'idée commença à se répandre qu'on aurait dû se fixer quelques objectifs précis, dans l'espace contrôlé par le mouvement, de façon à influencer toute médiation politique qui aurait été tentée. Mais même cette autocritique tardive était encore ambiguë dans sa forme et se caractérisait surtout par le désir de rejeter la faute de la défaite sur un "mécanisme" plutôt vague... C'est ici que les sérieuses limites des positions trotskistes apparaissent.

Car d'une part, elles se révélèrent "hasardeuses". Ils refusèrent continuellement d'utiliser même la moindre médiation politique entrant dans leur sphère d'influence possible. Ils préférèrent, au contraire, pousser à plein galop, l'évolution spontanée de la crise qu'ils avaient eux-mêmes participé à provoquer.

D'autre part, au niveau général de la médiation politique (c'est-à-dire à un niveau supérieur au but de tout "groupuscule"), la position trotskiste, représentée par la JCR révéla un défaut de plus.

Précisément parce qu'elle n'essaya pas d'influencer le résultat que prendrait cette médiation générale dans l'aire sous son contrôle (le mouvement étudiant), cette position dans sa totalité finit par donner à son action politique un aspect totalement négatif. En d'autres termes, puisque la médiation sur un plan général était a priori hors d'atteinte du jeune groupe trotskyste, et puisqu'il continua à éviter le problème jusqu'au moment où il n'était même plus temps d'y penser, puisqu'il s'était résolu de lui-même, il s'ensuit, in concreto, que le rôle précis qu'il joua était d'empêcher toute forme de médiation qui voudrait être quelque chose de plus qu'une simple opération de résistance. Alors, les camarades d'Action pouvaient vraiment écrire qu'ils ne crurent jamais qu'ils conduisaient une révolution et qu'ils ne voulaient vivre qu'une expérience révolutionnaire. Il est alors clair que la vraie signification d'engager les luttes étudiantes dans cette voie revenait à long terme à considérer que la gauche parlementaire était incapable de jouer un rôle politique révolutionnaire en résolvant positivement la crise. Le bilan de tout cela peut difficilement être considéré comme politiquement valable, eu égard aux luttes âpres, difficiles et prolongées des masses.

Il nous semble que cette ligne d'action est simplement une répétition sur une plus grande échelle (avec des conséquences bien plus sérieuses) de la vieille manoeuvre qui consiste à rejeter les propositions avancées par les syndicats et le personnel politique traditionnel de la classe ouvrière pour pouvoir plus tard être capable d'accuser ces organisations d'avoir trahi les idéaux de la révolution. C'était la répétition, en d'autres termes, de la position que la FER (Fédération des Étudiants Révolutionnaires) avait adoptée depuis des années. Ce groupe est devenu de ce fait la caricature par excellence du groupuscule sectaire, dogmatique et inopérant.

Le fait que la FER continue à poursuivre sa même tactique d'arrière garde fut démontré une fois pour toute par la manière dont ils abandonnèrent les barricades qui entouraient la Sorbonne juste avant que la police attaque, la nuit du 10 mai. Pour la même raison, de cette façon, la responsabilité est d'autant plus grande pour eux qui ont réellement et consciemment contribué à provoquer le début de la crise de mai et qui alors, dans le

même esprit que la FER, ne firent aucune tentative pour faire avancer le cours de la révolution mais simplement essayèrent de démontrer que le PCF était un parti bureaucratique et conservateur.

Non seulement, les partis existants et les organisations de la classe ouvrière n'envisagèrent pas de débouché pour la révolution, mais même les leaders et les animateurs mêmes de la lutte n'avaient aucune intention sérieuse de chercher aucun résultat concret...

Parmi les nombreux documents qui circulèrent pendant la durée de la lutte, un document publié par les situationnistes, malgré le peu de poids réel de ce groupe, était celui qui exprimait le mieux l'"âme" de toute la révolte. On pouvait y lire "Étant donné que sa nature (celle de la révolution) globale est l'ultime critère pour juger toute organisation révolutionnaire, cela revient alors en fait à faire une critique de toutes les politiques. Une organisation révolutionnaire doit explicitement chercher à faire triompher ses propres fins, puisque c'est une organisation indépendante de la politique". Nous ne voulons pas, ici, juger cette déclaration en elle-même ou dans ses implications "philosophiques". Ce qui est certain, cependant, c'est que, quand dans n'importe quelle situation historique et politique spécifique, le problème préalable du jugement global de l'organisation révolutionnaire est posé avant toute autre chose, cela équivaut, en fait, à faire un bond abstrait et métaphysique par-dessus les faits. C'est avec des rêves tels, celui de laisser en arrière la politique en tant que système, que Mai s'est achevé dans le narcissisme et les rêveries d'"autosatisfaction".

En d'autres termes, d'après ce que nous avons dit jusqu'à présent, aucune des politiques suivies par les groupes agissant au mois de mai ne peut être considérée comme pouvant donner au mouvement étudiant un rôle pleinement révolutionnaire... Interpréter les événements en France comme "l'essai" de quelque chose qui se répétera dans un futur proche, n'équivaut pas seulement, d'après nous à se fermer les yeux devant la nécessité d'un ré-examen nouveau et original du problème stratégique afin de surmonter les faiblesses révélées par les événements de mai, mais cela risque aussi de conduire le mouvement étudiant vers d'autres échecs bien plus sérieux...

Souvent guidées par des professeurs "progressistes", les assemblées surpeuplées et les commissions d'études de mai et juin rédigèrent des séries de documents qui réclamaient une plus grande autonomie et une plus grande participation des étudiants dans la vie de l'université, sur quoi sera basé, plus tard, une grande partie de la réforme autoritaire de France. Ces réformes ne rencontrèrent pas beaucoup de résistance car elles ne touchèrent que les positions personnelles d'un ou deux mandarins. En tout cas, elles se limitaient à une révision interne de l'université. Le seul résultat fut que quelques-uns des plus évidents anachronismes jacobins du système d'éducation français furent rejetés.

Réformisme et corporatisme s'étalèrent alors au grand jour dans les universités, abandonnées par l'avant-garde des étudiants qui avaient préféré s'attaquer à la puissante main-mise du révisionnisme dans la classe ouvrière. Cependant, abandonnant son propre lieu de travail (et à partir de là la base de son pouvoir), cette avant-garde perdit en fait tout le pouvoir réel qu'elle avait. Attaquer le PCF et la CGT sur leur propre terrain (c'est-à-dire les lieux de travail où ils sont profondément enracinés à la fois par leur force organisationnelle et par tradition) était inévitablement, sur une telle base un projet très ambitieux et absurde. Il en résulta une série de manoeuvres fractionnistes, efficaces quelques fois, mais toujours périphériques et en tout cas absolument inefficaces pour l'accomplissement de leurs buts très ambitieux. Ils n'ébranlèrent même pas la position traditionnellement tenue par le PCF et

la gauche française. Ceci fut re-confirmé par les récentes élections présidentielles, mis à part un gain de pouvoir (temporaire) pour la CFDT.

Ce fut ainsi que l'avant-garde étudiante méconnut et laissa filer entre ses doigts la nouvelle attitude sociopolitique, positive qui émergea des barricades du quartier latin. Les origines de leurs manoeuvres ne se trouvent pas dans une volonté de révolte purement subjective et intellectuelle. Ce ne serait pas une supposition très marxiste. D'un point de vue social et structurel, les barricades et les masses de jeunes révoltés signifient que le bloc des classes moyennes était brisé. Car n'était-ce pas ces mêmes classes moyennes (ce que les plus grands partis ouvriers tenaient pour être la seule stratégie possible dans des conditions démocratiques) qui avait fait glisser ce parti de plus en plus vers le "révisionnisme" ou, pour clarifier ce terme plutôt ambigu, dans une situation d'impuissance révolutionnaire ?

Les grands faits nouveaux concrets qui émergèrent, furent qu'une partie importante (d'un point de vue à la fois quantitatif et qualitatif) de ces forces sociales parmi lesquelles le système capitaliste de consommation trouve un de ces principaux supports, s'élevèrent contre cette consommation. Elles s'élevèrent car c'est la société de consommation qui, peut-être, frustre le plus directement les aspirations des jeunes masses. La nature anarchique et individualiste de toute société de consommation les frappe en fait là où cela blesse le plus leurs intérêts. A l'intérieur de la société de consommation, la jeunesse ne peut pas acquérir rapidement et effectivement un savoir suffisant. Ils n'ont pas un espace social pour leur activité et pour leur épanouissement ou pour un rôle social autonome et sensé. La société de consommation, caractérisée par son anarchie individualiste et par un gaspillage systématique, n'est pas en état de satisfaire les besoins d'une nature sociale, qui sont essentiellement les besoins des jeunes masses. C'est là une contradiction immédiate et manifeste. C'est ici qu'intervient le nouvel élément. Il y a toujours eu des étudiants révolutionnaires. Cependant, il n'y a qu'aujourd'hui que les masses jeunes et étudiantes sont structurellement révolutionnaires (anti-capitalistes). Cela parce qu'un système d'éducation qui satisferait les besoins profonds et vitaux des jeunes ne sera jamais possible dans un système capitaliste d'abondance. Il peut certainement se débarrasser de certains anachronismes à l'intérieur des structures scolaires et universitaires, les rendre plus efficaces et même plus démocratiques (la réforme Faure). Mais il ne pourra jamais faire du système d'éducation cet espace social vers lequel tendent les aspirations profondes des jeunes masses. Car la société de consommation ne reconnaît pas ces aspirations comme un besoin en soi, mais les satisfait jusqu'à un certain point par ses mécanismes et ses équilibres. Étant donné la nature sociale du besoin à satisfaire et étant donné la nature anarchique et individualiste de la société de consommation, le système d'éducation sera toujours caractérisé par la présence de quelques privilégiés (ceux faisant de la recherche "pure" par exemple), par l'exclusion ou la semi exclusion de beaucoup (pendant encore longtemps) et par une grande masse d'insatisfaits, de frustrés.

C'est seulement en se rendant compte de ces contradictions et en luttant dans la révolution pour les résoudre que les masses étudiantes françaises devinrent de facto les alliées du prolétariat. Résoudre les contradictions existant à l'intérieur du système scolaire et briser le système de sélection basé sur l'appartenance de classe nécessitait aussi le passage d'un système caractérisé par le gaspillage et les incitations anarchiques à la consommation individuelle, à un système basé sur un contrôle rigoureux et conscient du processus de production, fonctionnant pour satisfaire les besoins des masses exprimés librement et consciemment,

pour le bien de la communauté, ce qui commence par les besoins sociaux naturels.

A partir de là, le mouvement étudiant aurait été conduit sur une ligne qui rendrait plus évidentes ses implications pour les masses, qui aurait permis une pleine utilisation des possibilités de luttes, à l'école et à l'université, pour des objectifs identiques aux intérêts de la classe ouvrière. Ceci n'aurait pas seulement pu garantir la possibilité, pour le mouvement, de donner un aspect révolutionnaire à toute médiation politique générale qui en aurait finalement résulté, mais aussi cela aurait été la plus efficace (et aussi la plus difficile à réaliser) de toutes les contributions que la masse étudiante aurait pu faire pour une alliance stratégique renouvelée avec le prolétariat. Cependant le fait est que cela ne se passa pas de cette façon.

L'avant-garde guidant les luttes étudiantes en Mai tendait nécessairement beaucoup plus vers un militantisme politique de nature plus "parti politique" qu'étudiante. De plus, ils ne recherchaient pas un rôle révolutionnaire spécifique (un rôle qui fût concrètement réalisable), comme nous l'avons vu, mais plutôt un qui fût général à l'extrême.

D'un autre côté, les masses qui étaient entrées dans la lutte pour la première fois ne pouvaient pas encore avoir acquis une maturité suffisante et être capables de définir d'eux-mêmes leurs objectifs spécifiques et sans tomber dans le corporatisme.

Aujourd'hui, cependant, la situation est différente. L'entrée du mouvement étudiant sur la scène politique est un fait acquis et in-abandonnable. Il est maintenant devenu pleinement possible (et de plus en plus nécessaire) de considérer dans sa totalité la question du rôle révolutionnaire spécifique de toutes les masses étudiantes.

Décembre 1 9 6 9
L'Ecole du Peuple - Rome
(Traduction : Plus et Olivier).

* Extraits. Le texte intégral en Anglais est paru dans "Pour l'École du Peuple".